

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE



Bulletin d'information
du groupe de travail « Afrique » de la LCR

n°14 / juin-août 2008 / 50 cts-

Édito

La journée de l'Afrique

Le 25 mai, censée être la « Journée mondiale de l'Afrique », a été éclipsé par les émeutes de la faim. En favorisant la spéculation sur les produits alimentaires, le capitalisme international est directement responsable de l'augmentation de la malnutrition et de la famine. A l'échelle planétaire, ce sont 854 millions d'êtres humains qui souffrent de la faim. L'année dernière 6 millions d'enfants sont morts faute d'une nutrition suffisante. La crise alimentaire risque d'ajouter 100 millions à ces effroyables statistiques. En Afrique, un tiers de la population est victime de malnutrition et le nombre d'enfants en insuffisance pondérale a augmenté de 12% ces cinq dernières années.

La crise actuelle touche encore plus durement le continent. En effet, les outils de l'impérialisme que sont le FMI, l'OMC et autre Banque Mondiale ont éradiqué les cultures

vivrières, en interdisant leur subvention, pour obliger les paysans à produire ce qui intéressait les marchés occidentaux (cacao, arachide, café, coton etc.), et les pays à acheter aux pays riches les produits alimentaires de base. Aujourd'hui, la courbe des produits africains exportés est en baisse continue, tandis que celle des denrées importées, tels le blé, le riz, le maïs, ou la viande est en hausse, plongeant les populations africaines dans la misère. Responsables de cette crise sans précédent, les dirigeants des pays riches continuent dans cette voie, comme l'a montré le sommet de la FAO à Rome du 3 au 5 juin. En effet, ce qui en ressort, c'est leur volonté de ne rien faire, confirmant que seules les richesses de l'Afrique les intéressent. Et pour eux, la population n'en fait pas partie.

Pourtant des solutions existent. En premier lieu, la lutte contre la spéculation qui passe par l'interdiction de l'utilisation des biocarburants sur la planète. La courbe des prix du maïs est parallèle à celle du pétrole. Le retrait des produits alimentaires sur les places boursières notamment celle du CBOT (Chicago Board Of Trade), remplacé par un contrôle public des ventes et des



Sommaire

Edito

La journée de l'Afrique.

Actualités du continent

Les élections au Zimbabwe.

Violences xénophobes en Afrique du Sud.

Luttes étudiantes au Burkina.

Soutien aux travailleurs sans-papiers et aux syndicats.

Françafrique

Contre Sarkozy et Ben Ali.

L'Afrique répond à Sarkozy.

Grand Commandeur chez petit Biya.

Campagne Aréva/Niger

Histoire - Mémoire

Césaire l'Africain.

achats de ces denrées. En second lieu favoriser la souveraineté alimentaire des pays et des peuples autour du développement des cultures vivrières, sous le contrôle des producteurs eux-mêmes, afin d'éviter que les semenciers de type Monsanto, Dow Chemicals ou Mosaic en profitent pour inonder le continent d'OGM, de pesticides et d'engrais chimiques sous prétexte de révolution verte.

De telles mesures tournent radicalement le dos aux exigences du capitalisme international. Le jour où ces mesures seront adoptées, alors ce jour pourra être décemment fêté comme la journée de l'Afrique.

Paul Martial

Les élections au Zimbabwe

La victoire du MDC aux élections législatives du 29 mars a été une prouesse extraordinaire pour une opposition qui, pendant des années, s'était trouvée divisée et paralysée par l'inaction. Le 2 mai, la commission électorale était finalement contrainte d'admettre que Tsvangirai avait battu Mugabe à l'élection présidentielle, même s'il n'avait pas obtenu les 51% requis pour éviter un deuxième tour. Mais ces résultats dissimulent une réalité bien plus remarquable. Il y a eu dans les zones rurales une véritable révolution électorale. Les bastions du parti au pouvoir, tenus depuis les premières élections multiraciales de 1980, sont tombés pour la première fois aux mains de l'opposition. Alors que le MDC a gagné la plupart de ses sièges dans des zones urbaines, le parti a également triomphé dans les provinces, jusque là tenues par le ZANU-PF, de Manicaland et de Masvingo. Le MDC s'est déclaré vainqueur aussi bien des élections présidentielles que des élections législatives. Selon les calculs du parti, les résultats donnaient 50,3% des voix à Tsvangirai contre 43,8% à Mugabe aux élections présidentielles, donc au-delà du seuil en dessous duquel il devait y avoir un second tour. Tsvangirai et son secrétaire général, Tendai Beti, ont donné des douzaines d'interviews aux médias mondiaux, déclarant que le MDC était désormais le gouvernement constitutionnellement élu. Malgré tout, le parti invitait à la prudence, Tsvangirai exhortant « le peuple à rester calme... nous devons plutôt déconseiller toute réaction opportuniste... et en fin de compte ils doivent attendre... que les résultats soient connus. » S'il y avait besoin d'une direction prenant des décisions, le « peuple » était alors amèrement déçu.

Répression

La classe dirigeante s'est trouvée plus divisée qu'à n'importe quel moment ces dernières années. Mais une fois le ZANU-PF revenu de sa défaite surprise, la répression s'est abattue contre l'opposition. De nombreuses forces construites dans le passé pour défendre le régime ont été ressuscitées. Les vétérans de guerre ont été utilisés pour procéder

à des saisies à grand spectacle de quelques fermes blanches restantes. Pendant que le régime aggravait la répression, le MDC appelait à l'intervention étrangère, « pour tenter de persuader ce régime qu'il n'a aucune légitimité. » Mais la fenêtre d'action était désormais fermée. Le ZANU-PF déchaîna son appareil répressif dans une tentative de se maintenir au pouvoir. Cette violence a été justifiée au nom de l'anti-impérialisme et de l'indépendance. A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, le 18 avril, Mugabe a appelé les Zimbabweens « à maintenir la plus grande vigilance face aux odieuses machinations des Britanniques et de nos autres détracteurs, qui sont des alliés de la Grande-Bretagne ». Début juin, 50 personnes au moins avaient été tuées, des milliers avaient été chassées de leurs domiciles et beaucoup de militants avaient été brutalisés.



La défaite de Mugabe et du ZANU-PF devrait être le motif de grandes réjouissances, non seulement pour ceux qui ont tant souffert du régime, mais aussi pour les militants du monde entier. L'espace politique créé par un nouveau gouvernement donnerait aux forces radicales d'immenses opportunités nouvelles pour résister à l'ingérence des gouvernements occidentaux, des multinationales et du FMI et de la Banque mondiale. Cette alternative politique, qui a déjà d'importants partisans au Zimbabwe, doit être basée sur l'extraordinaire puissance de la classe ouvrière de la région.

L'action de la classe ouvrière

Le 16 avril, la nouvelle s'est répandue de l'arrivée d'un cargo chinois, propriété de l'armateur d'Etat COSCO, dans le plus grand port de containers d'Afrique méridionale, Durban, en Afrique du Sud. Le navire était porteur de 3 millions de cartouches et de 1.500 roquettes destinés au Zimbabwe. Le gouvernement sud-africain a expliqué qu'il ne pouvait rien faire; il s'agissait là du transfert légal d'une cargaison qui avait déjà été payée par un Etat souverain voisin. Le problème, c'est que l'Etat souverain en question était en train d'essayer de truquer les élections et d'écraser l'opposition. Le syndicat des ouvriers transporteurs (Satawu) a alors refusé de décharger le navire; tandis que les chauffeurs affiliés à la Satawu annonçaient qu'ils ne transporteront pas la cargaison par la route. Le navire est resté paralysé en « ancrage extérieur », au delà des limites du port. En quelques jours, les syndicats ayant des membres dans les ports proches du Zimbabwe les imitèrent: le Mozambique et la Namibie refusaient également de décharger les armes. Le navire a été contraint de faire route vers l'Angola, où les dockers « montèrent la garde » pour s'assurer que les 77 tonnes d'armements n'étaient pas déchargées.

L'opposition doit se détourner des négociations bidons menées par le président d'Afrique du Sud T. Mbeki, qui n'ont rien apporté d'autre qu'un répit pour le régime de Harare. La solidarité démontrée par le mouvement syndical nous offre, elle, la perspective excitante d'une alternative dans l'action de masse de la classe ouvrière régionale. Non seulement de telles forces pourraient mettre à la poubelle la dictature de Mugabe, mais elles pourraient aussi s'opposer aux programmes d'ajustement structurel et de néolibéralisme dans toute la région. Une telle politique doit être organisée, argumentée et construite. Au Zimbabwe, cela se fera avec ceux qui ont voté massivement pour le MDC lors des élections de mars.

Leo Zeilig

Luttes étudiantes et populaires au Burkina Faso

Depuis quelques mois, le Burkina connaît des protestations contre la vie chère. Les étudiants y prennent une part active, à travers leur mouvement l'ANEB (Association nationale des étudiants burkinabé), section locale de l'UGEB (Union générale des Etudiants Burkinabé, regroupant aussi les Burkinabé de l'extérieur). Le mouvement étudiant et syndical burkinabé en général sont connus pour leur vigilance qui a permis d'empêcher l'instauration d'un parti unique après l'indépendance, à la différence de bien des pays d'Afrique francophone. Malgré les discours de démocratisation au début de l'ère post-révolutionnaire, l'UGEB n'a cessé d'être réprimée.

L'UGEB, né en 1960, se dit anti-capitaliste et anti-impérialiste. Tantôt réprimée, tantôt interdite et contrainte à la clandestinité, elle a toujours défendu les intérêts des étudiants et pris une part active dans les luttes de la société aux côtés des travailleurs (elle est alliée à la CGT-B, la plus importante et combative centrale syndicale du pays), contre l'impunité ou pour l'instauration d'un véritable Etat de droit. Elle vivra l'une des périodes les plus sombres de son histoire sous le Conseil National de la Révolution, le régime tentant de lui substituer les Comités de défense de la Révolution sur le campus. Avec l'arrivée de Blaise Compaoré au pouvoir, après le coup d'Etat du 15 octobre 1987, qui prétendait « rectifier » les erreurs de la Révolution, la répression ne sera pas moins importante. Ainsi, la première grande crise à l'université de Ouagadougou sous Compaoré a lieu en mai 1990, lors d'une grève organisée contre l'expulsion de militants de l'ANEB. La répression est violente : arrestations, tortures, enrôlement de force dans l'armée ... En 1991 commence l'application des PAS anti-sociaux. Au niveau de l'université, cela signifie notamment le contingentement des bourses. Dès lors, les mobilisations sur les campus iront crescendo. Chaque année, des manifestations paralysent les activités pédagogiques, avec des degrés de mobilisation et de répression différents.

En 1992-1993, les associations sur le campus tentent une coalition afin de s'opposer aux PAS, mais des divergences nuisent à son effectivité. Pire, le pouvoir en profite pour initier, sous l'instigation de la Banque mondiale, le prêt FONER (somme accordée aux étudiants, remboursable un an après l'obtention du premier emploi) et son institutionnalisation à partir de 1994, année de la dévaluation du franc CFA. Dans une société pauvre telle celle du Burkina Faso, où l'avenir professionnel est incertain, cette mesure prive une large partie de la jeunesse de l'accès à l'enseignement supérieur. C'est la lutte contre cette politique qui conduit à la longue grève de décembre 1996 à avril 1997 sur les campus de

Ouagadougou et de Bobo Dioulasso à l'appel de l'ANEB. C'est alors la plus grande crise universitaire connue jusque-là, avec la solidarité notable de la population. La revendication principale est une aide pour les non-boursiers du fait du contingentement en remplacement du prêt FONER. Si le prêt FONER n'a pas été enterré, le principe de l'aide fut acquis en dépit des violences entre militaires et étudiants, des descentes de police sur les campus, des arrestations d'étudiants.

L'année suivante, le pouvoir allait connaître une crise sans précédent après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo et de trois de ses compagnons. Norbert Zongo était le



directeur de *L'indépendant*. Ce journal était l'un des seuls à mettre sur la place publique les sombres affaires de la IVe République. C'est en enquêtant sur la mort de David Ouédraogo, employé de François Compaoré, frère du président, qu'il a trouvé la mort. Dès lors le Collectif d'organisations démocratiques et de partis politiques (dont les syndicats de travailleurs et l'UGEB) engage une lutte contre l'impunité. Depuis, les luttes des étudiants sur le campus pour leurs intérêts propres s'articulent à la lutte contre l'impunité. Les autorités ont mis en place une Commission d'enquête indépendante qui a pointé la responsabilité politique dans ces meurtres. Depuis des grèves, manifestations ont eu lieu. L'année 1999 est marquée par une violente répression contre la société civile, avec son lot d'arrestations, de tortures et autres violences. En parallèle, les étudiants luttent pour leurs intérêts corporatistes. Et, en 2000, alors qu'ils demandent l'augmentation du nombre de boursiers et des aides financières, de même que des infrastructures en nombre suffisant, le pouvoir décide d'invalider l'année académique

1999/2000 et les militaires occupent le campus pendant des semaines. Cette mesure qui dissout les facultés et les instances de décision de l'université vise en fait la suppression des franchises universitaires (les meetings, marches, sit-in sont interdits) et à créer une université où les étudiants sont sous surveillance et passifs face à l'application des mesures préconisées par la Banque Mondiale et le FMI. Le 6 décembre 2000, Flavien Nebié, un élève de CM2, est tué lors d'une manifestation contre la liquidation du système éducatif. Depuis le dossier judiciaire est au point mort.

En 2002, sur le campus de Ouagadougou, les luttes pour les libertés académiques sont réprimées : descentes de gendarmes, arrestations d'étudiants, etc. Le 13 septembre, toujours sous l'égide de la Banque mondiale, de nouvelles mesures sont prises : le doublement des frais d'inscription et la création de tarifications (paiement pour la consultation dans les bibliothèques départementales, pour le retrait des attestations définitives des diplômes, etc.). Cela déclenche une manifestation accompagnée d'une violence inouïe. Des militants de l'ANEB et son président, Bertrand Meda, sont arrêtés. Les militants multiplient les grèves pour demander la libération de leurs camarades. Une assemblée générale est interdite par les autorités qui déploient en nombre les forces de l'ordre pour dissuader les étudiants. Fin décembre, Bertrand Meda et trois autres militants de l'ANEB sont condamnés à un mois de prison et à une amende. Néanmoins, depuis, les luttes des étudiants ont permis d'arracher des acquis considérables, totalement contraires à l'esprit des institutions financières internationales : ainsi le nombre de bénéficiaires de l'aide a sensiblement augmenté, le nombre de bourses a doublé l'an passé, etc. Cependant, ce syndicat sait que ces acquis sont fragiles et est résolu à se battre sur les fronts de lutte sur les campus et dans la société, comme le prouvent les dernières manifestations contre la vie chère générée par la spéculation capitaliste.

Violences xénophobes et frustration sociale en Afrique du Sud

Les attaques contre les immigrés qui ont éclaté pendant plusieurs jours dans de nombreuses villes d'Afrique du sud début mai ont causé la mort d'au moins une quarantaine de personnes et obligé des dizaines de milliers d'autres à fuir, pour se réfugier dans des centres communautaires, des églises, voire même des stations de police, ou pour tenter de rentrer dans leur pays d'origine.

Ces violences xénophobes ont passablement terni l'image de la « nation arc-en-ciel » comme modèle d'harmonie et de prospérité pour le reste du continent. Elles sont les conséquences des terribles désillusions et de l'amertume créées par plus d'une décennie de politiques néolibérales et antisociales. Le fait qu'elles aient débuté dans le township d'Alexandra, à Johannesburg, un des hauts lieux de la lutte antiapartheid, est particulièrement significatif du profond malaise d'une partie de la population sud-africaine. Ce sont tou-te-s les laissé-e-s pour

compte du « miracle » sud-africain qui a vu une minorité de Noirs (dont beaucoup d'anciens combattants de la libération et/ou camarades syndicalistes devenus ministres ou grands patrons multimilliardaires) s'enrichir insolemment sur le dos de l'immense majorité pour qui la vie est toujours aussi, voire encore plus, dure qu'avant. Et comme souvent, ce sont les étrangers, les travailleurs migrants, ceux-là même grâce auxquels s'est construite depuis toujours la richesse de l'Afrique du sud, qui ont été pris comme bouc-émissaires. Confrontés à quelques 40% de chômage, à la privatisation des services publics (eau, électricité, etc.), nombre de Sud-africains, dont plus de 50% vit avec moins d'1 euro par jour, ont reproché aux immigrés la pénurie d'emploi ou l'aggravation de la criminalité.

Dans un premier temps, les mouvements sociaux sud-africains ont été pris de vitesse par les événements. Mais très vite une réponse collective a commencé à se construire. Outre l'aide d'urgences aux victimes, la remobilisation des



habitants des townships et des forces associatives, politiques et syndicales s'est rapidement opérée et a donné lieu à plusieurs marches de solidarité tout au long du mois de mai. Mais à moyen et à long terme, c'est bien la remise en cause du système qui exploite et opprime l'ensemble des travailleurs et habitants des townships, sud-africains ou immigrés, qui est posée, pour éviter qu'une prochaine fois encore une colère sociale légitime se retrouve aussi terriblement dévoyée. Et parmi les questions cruciales que les militants devront résoudre se pose celle de la construction d'une alternative de gauche à l'alliance tripartite ANC-Parti communiste-Cosatu (la principale confédération syndicale), au pouvoir depuis 1994, et qui porte l'entière responsabilité politique des exactions commises au cours de ces terribles semaines de mai.

Kohou Mbwélili



Motion de soutien aux travailleurs sans-papiers et aux syndicats

Hommage aux défenseurs des droits socio-professionnels, aux syndicats (CGT, CFTD, FSU, Solidaires...) Par l'Association des Maliens Expulsés (AME, site : expulsmaliens.org), Bamako, 01/05/08.

1^{er} Mai ; jour de souvenir, jour d'actions, jour de revendications. Un jour pour parler de travailleurs immigrés et de l'engagement de travailleurs nationaux à leurs cotés dans la lutte ouvrière et sociale. Nous sommes à cette date mémorable du 1^{er} Mai : fête du travail avec des sans papiers travailleurs. Oui ; fête des travailleurs mais dans la souvenance historique et l'éclairage du présent. Oui dans ce souvenir des engagements et actions entrepris par ces vaillants travailleurs de Chicago dont la détermination et la

noblesse à donner lieu au fléchissement du puissant patronat des usines et autres entrepôts. (...) « Revendiquer quelque chose et être déterminé pour obtenir mieux ». Cette capacité (ce droit) de se réunir et/ou de s'unir à d'autres afin de peser dans la balance des négociations des droits socio professionnelles face au patronat. (...)

Nous tous travailleurs, immigrés ou nationaux avons a cœur de gagner le pari de l'épanouissement. Nous travaillons ensemble donc nous

luttons ensemble. Nous sommes des voix donc nous avons du poids.

Au delà du syndicalisme c'est la volonté des uns et des autres de dire non et d'agir pour changer le « désordre des choses » institué par les politiques, volonté instaurée par « la force des choses »

L'AME (association malienne des expulsés) et son collectif de soutien félicite et encourage les camarades Jean Claude AMARA (Dd!!),

Raymond Chauveau (CGT) et Tous ces milliers de bonnes volontés engagés au soutien et à la défense des travailleurs en situation de précarité particulière. (...) La volonté des grévistes de tenir le coup n'a d'égale que la détermination et l'engagement des collègues et accompagnateurs syndicaux et sociaux; mais plus largement encore l'implication nouvelle des « bons » patrons et autres responsables locaux dans la gestion et la recherche de solutions à ce problème socio-économique.

Qui aura intérêt à faire perdurer de telles situations? Quelles sont les mesures à prendre pour harmoniser les droits (...) des travailleurs migrants afin qu'ils bénéficient des

mêmes allocations que leurs collègues nationaux sachant qu'ils ont les mêmes temps de travail? Quelles sont les dispositions à prendre pour les expulsés (...) sachant que parmi ceux-là se trouvent des travailleurs qui ont cotisé pour plus de 4 à 10 ans à la (...) sécurité sociale française, ont payé des impôts régulièrement? Quelles perspectives pour ceux-là expulsés qui ont laissé femme et enfant(s) pour plus de 02 ans dans le pays d'accueil. Les conséquences de ces brisures de vies, (...) pèsent lourdement. Sur le devenir individuel, familial, communautaire en un mot sur la participation même et la capitalisation du travailleur immigré dans le pays d'accueil comme dans le pays (de retour) d'origine. La seule signature par la France de la Convention Internationale sur le

Droit des Travailleurs Migrants et de leurs Famille nous épargnera des morts tragiques, des retours musclés, des scènes horribles des centres de rétention sans compter les courses poursuites dans les rues. L'AME a officiellement demandé aux autorités Maliennes et Françaises d'introduire l'externalité des droits sociaux des travailleurs migrants dans les termes de discussions en Commission Mixte Franco-Malienne dont la prochaine tenue est prévue dans 02 mois à Bamako. Non à l'expulsion; Oui à la régularisation des travailleurs sans papiers. Pour le bon droit et la bonne justice égale pour tous.

Ousmane DIARRA, président de l'AME

Contre Sarkozy et Ben Ali, solidarité Gafsa !

« *Moi la tête, vous les jambes. Vous d'accord ?* » C'est ainsi que s'exprime le président Sarkozy dans une caricature publiée sur le blog du Tunisien About Malek Khadroaoui. Elle fait allusion aux propos suivants, tenus par Nicolas Sarkozy en Tunisie fin avril 2008: « *Vous avez une main-d'œuvre qui ne demande qu'à être formée. (...) Nous avons beaucoup d'intelligence et beaucoup de formation.* » (Sic) Sans même essayer de prendre des gants et de s'adresser à son public tunisien « sur un pied d'égalité » – ne serait ce que pour la forme – Sarkozy avait prononcé un discours une fois de plus rédigé par son tristement célèbre conseiller Henri Guiano. Le même qui avait déjà rédigé le discours de Dakar.

L'« Union pour la Méditerranée » (UPM), grand projet sarkozyen s'il en est, verra officiellement le jour à Paris le 13 juillet 2008. Le régime tunisien est appelé à jouer un rôle de pilier au sein

de la nouvelle « Union ». C'est à Tunis qui sera basé le siège des institutions de la future UPM. Sarkozy n'était pas seulement arrivé à Tunis pour renforcer le régime dans son rôle de pivot de la future « Union », mais aussi pour rafler quelques gros contrats « dès sa descente d'avion », comme l'a résumé Libération dans un article sur le premier jour de sa visite. Depuis janvier 2008 est en vigueur un accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Tunisie, garantissant la libre circulation des biens industriels. Alors que des pans entiers de l'économie locale sont menacés de ruine, n'étant pas « compétitifs » vis-à-vis des produits venant du Nord, la Tunisie attire en même temps des investissements dans des secteurs « de niche ». Des centres d'appel, où des jeunes (souvent bardé/e/s de diplômes) sont employés à des salaires ridicules pour effectuer une activité monotone et stressante, ou certains fournisseurs de l'industrie automobile s'établissent en Tunisie mais sont tournés vers le marché européen. S'y ajoute le tourisme, dont l'économie du pays reste largement tributaire.

Pour les régions plus « périphériques » du pays, systématiquement négligées par le pouvoir central, il n'y a même pas ces miettes. C'est ce que rappelle, depuis



des longs mois, la révolte des populations du bassin minier de Gafsa (au sud-ouest de la Tunisie). Alors que le chômage dans cette région, dont la seule richesse réside dans les mines de phosphate – mais alors que ces dernières n'embauchent quasiment plus, du fait de leur mécanisation –, est endémique et dépasse les 30 %, le népotisme et la corruption dans l'attribution des rares emplois avaient mis le feu au poudre. Conduit par des jeunes chômeurs (dont de nombreux diplômés du supérieur), par les familles des mineurs et des syndicalistes opposants à la ligne officielle de la confédération syndicale UGTT, le mouvement de protestation a fait boule de neige. Il dure depuis début janvier et fait face à une répression de plus en plus sauvage. Début juin, on compte déjà au moins deux morts, un jeune chômeur électrocuté lors d'une occupation (le groupe électrogène occupé par des protestataires ayant été remis sous tension) et un autre tué par les balles de la police. Le mouvement international de solidarité se doit d'être à la hauteur des enjeux.

Bertold de Yon



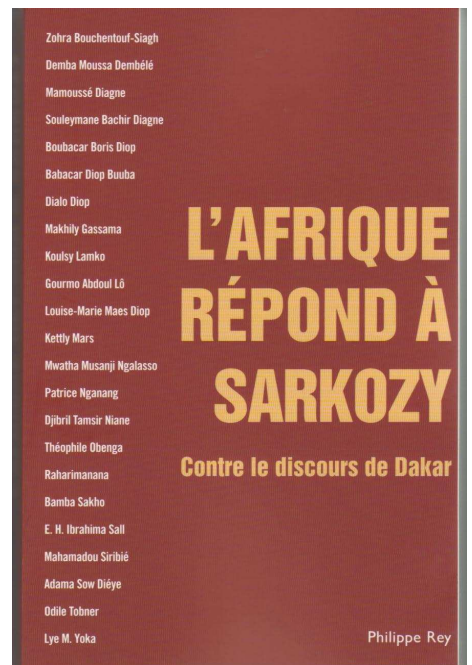
L'Afrique répond à Sarkozy

Contre le Discours de Dakar. Ouvrage publié sous la direction de Makhily GASSAMA, Ed. Philippe REY

Pour sa première visite à Dakar, le 26 juillet 2007, Nicolas Sarkozy a prononcé un discours mémorable. Mémorable dans le style « Je suis venu vous dire ». Mémorable dans l'ignorance crasse dont il fait preuve de l'histoire de l'Afrique et des peuples africains. Mémorable enfin car, sous couvert d'une rupture des relations Françafrique, Nicolas Sarkozy assène des insultes. Son adresse « fraternelle » à la jeunesse du continent, supposée fonder la nouvelle politique africaine de la France, n'a en effet trompé personne. Le masque est vite tombé : émaillé de clichés racistes, centré sur un mytique « *homme africain* », sur « *l'âme de l'Afrique* », sur la Renaissance africaine dont il fait une lecture bien suspecte. Quid du rôle de l'Europe et des institutions financières internationales dans l'appauvrissement de ce continent ? Quid de la mise en place et du

maintien aux régimes « kleptocrates » et dictatoriaux ? Quid du rôle très particulier des gouvernements français depuis les « indépendances » ? Rien, si ce n'est pour enjoliver la colonisation, sans revenir sur les crimes commis.

C'est ce que dénonce cet ouvrage. Vingt-trois prestigieux intellectuels, africains, français ou afro-caribéen, oeuvrant dans tous les domaines, apportent à travers leurs contributions une réponse cinglante à l'insulte de Dakar. Ils apportent d'utiles rappels historiques face au révisionnisme de l'Etat français qui s'entête à réécrire sans pudeur l'histoire de l'Afrique, de la traite négrière à la colonisation. Mais au delà de la simple réponse à Nicolas Sarkozy, ce livre constitue une interpellation aux défis que l'Afrique doit affronter aujourd'hui et demain et l'appelle à trouver en-elle



même les ressources nécessaires pour les surmonter. C'est également un ouvrage utile à tous ceux qui, s'interrogeant sur les rapports Nord-Sud et qui voudraient les reconstruire pour un véritable partenariat, peuvent y trouver des éléments de réponse à leurs interrogations.

Mariam SERI SIDIBE

Hortefeux : Grand commandeur chez petit Biya

Décidément, les chemins de la Françafrique sont plus impénétrables que ceux qui mènent à Dieu, et surtout plus incompréhensibles pour le commun des mortels... Notre Ministre de la désintégration et de l'identité bien nationale, du développement pourvu que ça rapporte du flouze à Bolloré – celui-là même qui ne veut plus voir un nègre chez lui, même en peinture – passe son temps chez ses amis françafricains. C'est à croire qu'il veut aller vérifier lui-même si la jeunesse africaine ne s'accroche pas aux réacteurs d'avions en partance pour Paris, la ville Lumière. Et il les aime tant ses « amis noirs » qu'ils le lui rendent bien, particulièrement en biftons, marchés occultes, et autres petites entorses aux droits de l'homme. Et comme cela ne suffit pas, ils lui décernent des titres aussi pompeux que ronflants, dont personne ne comprend ni le sens, ni à quoi ça sert vraiment. Sauf pour la roucoulade franco-africaine. C'est ainsi que le Blond Platine le plus célèbre de France, a reçu des mains du Maître de Yaoundé, le titre

honorifique de « Commandeur de l'Ordre camerounais de la valeur ». Rien que ça.



A cette occasion, le représentant camerounais de l'ordre de la Courbette n'y est pas allé avec le dos du canari. Rappelant les « *liens très forts qui ont résistés à l'usure du temps et dont les traces sont encore visibles* », il s'est ému du sort de la jeunesse camerounaise toujours aussi aventureuse et aussi casse-bonbon dans ses revendications. Et Biya, dont la jeunesse n'est plus qu'un souvenir, est plus préoccupé par sa pension de retraite que par les aspirations des jeunes chômeurs camerounais. C'est ainsi que le vieux lion très domptable et son maître veulent concocter un nouveau plan Marshall pour l'Afrique. Au cours d'un déjeuner bien arrosé

(eh oui la crise alimentaire c'est pas pour tout le monde) que nos deux compères ont émis l'idée fumeuse qu'il faut absolument aider l'Afrique par le fric. Entre deux verres de tchoukou-tchoukou et un bon ndolé, nos deux larrons ont eu une idée de génie : racketter la diaspora camerounaise pour financer le co-développement au Cameroun. Et pour cela, on n'hésitera pas à organiser des soirées makosseuses s'il le faut, mettant en pratique le célèbre proverbe local : « Si on attrape pas les abeilles avec du vinaigre mais avec du miel, c'est pas avec un programme politique qu'on attrapera les Camerounais mais avec du bon Soukoué-fesse ». Et là, mon gars, parole de vieux lion, ça va marcher.

Et comme l'a si bien dit le Monsieur Propre pour une France sans tâche : « *La France a le droit de choisir qui elle veut accueillir* ». On comprend mieux pourquoi il faudrait, d'après lui, « *organiser la diaspora camerounaise, afin qu'elle n'envoie plus son argent aux familles à des fins de consommation quotidienne,*

mais à des fins d'investissements dans l'industrie, l'agriculture et l'artisanat ». En gros, fini le temps du négro musclé qui rapportait que dalle au pays. Aujourd'hui il faut du négro intelligent qui ramène des contrats, du lourd, du concret. Quant aux éternels étudiants en droit, on va leur faire passer l'envie d'aller bouquiner la déclaration universelle des droits de l'homme. Celui qui, en France a réussi à faire passer sa loi sur l'ADN,

commence à gaver grave les Camerounais qui n'en peuvent plus des files d'attente devant le consulat de France pour obtenir un hypothétique visa. Et comme le dit mon ami Kwassi « *Est-ce que Biya y prend visa pour aller en Suisse planquer son l'argent ? NON !!! Et est-ce que le Hortefeux on lui a fait passer un test de coupé-décalé avant y met son pied en Afrique ? Non !!! Alors pourquoi moi ze dwoi passer*

baton dans ma bouche pour venir en Fwance ? ». Que répondre à cela si ce n'est que BIYA est un immigré qui rapporte, alors que Kwassi est un immigré qui subi. C'est peut-être cela finalement la véritable immigration choisie. T'as du fric tu peux venir, t'en a pas t'as qu'à crever.

**Mariam SERI SIDIBE,
pour NEGROS-LAND NEWS
INTERNATIONAL**

Rassemblement devant le siège d'Aréva sur l'exploitation au Niger (AFP)

Une vingtaine de membres du collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » se sont rassemblés mardi devant le siège du groupe français pour protester contre les conditions d'exploitation de l'uranium nigérien, a constaté l'AFP. Certains manifestants étaient vêtus de combinaisons anti-irradiation, d'autres figuraient des journalistes baillonnés. Un touareg représentait les populations du nord du Niger, victimes des violences entre l'armée et la rébellion et de l'exploitation minière, selon les manifestants.



Le collectif dénonçait notamment la tenue vendredi à Agadez, au nord du Niger, d'une « audience publique » d'Areva sur l'étude d'impact concernant son nouveau projet minier à Imouraren. Or, suite au déclenchement d'une rébellion armée en 2007, l'état d'exception est décrété sur la région, les ONG sont interdites et la presse muselée, fait valoir le collectif, qui n'a pu accéder ni à la réunion, ni à l'étude d'impact. « Areva profite de cette situation: qui osera dans un tel contexte venir exprimer son désaccord avec le projet du géant nucléaire qui agit en toute impunité avec la bénédiction du pouvoir central nigérien? », relève le communiqué du collectif (Attac, LCR, les Verts, Sortir du nucléaire, etc). Les associations réclament notamment la dépollution des sites déjà exploités et une expertise indépendante. Le Niger est le troisième producteur mondial d'uranium mais aussi l'un des pays les plus pauvres du monde.

Obama 2008 : Appel à contributions

En novembre prochain, Barack Obama, un homme Noir, Afro-américain, candidat du parti démocrate, pourrait être élu président des Etats-Unis d'Amérique. Une telle perspective soulève depuis des mois, aux quatre coins du monde, discussions et arguments passionnés, où se mêlent espoirs, incrédulité, haine... Elle ne saurait laisser indifférents les révolutionnaires, antiracistes et anti-impérialistes, que nous sommes. C'est pourquoi *Afriques en lutte* vous propose d'en débattre ensemble, au cours des prochains mois, en vous ouvrant ses colonnes. Envoyez nous dès à présent vos avis, commentaires et/ou analyses sur le sujet (entre 2500 et 5000 signes) à l'adresse suivante : afriquesenlutte@yahoo.fr, en précisant comme objet du message : « Débat Obama 2008 ». Nous les reproduirons (par extraits ou en intégralité) à partir de la rentrée de septembre et jusqu'après l'élection, dans les numéros du bulletin et sur notre blog (<http://afriquesenlutte.blogspot.com/>). Un Noir à la Maison-Blanche ? Yes, we can (1), but....

(1) Titre d'un discours de campagne prononcé par B. Obama en janvier 2008. Voir le clip du collectif d'artistes emmené par will.i.am des Black Eyed Peas : <http://www.dipdive.com/> ; traduction française : <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/04/OBAMA/15782>.

Césaire l'Africain



Il y a tressaillir parce que cela vous remue
comm les tripes, et vous replacent
e ça véritablement dans votre culture et
des votre identité.
œuvres

que l'on C'est ainsi que j'ai redécouvert
découvre, CESAIRE lorsque j'étais en
loin de Mauritanie. A Bogué, plus
chez soi, précisément. Je devais apporter
des quelques cartons remplis de livres
œuvres que j'avais proposés pour la
qui vous bibliothèque d'un lycée ou pour fournir
font la bibliothèque municipale. C'est dans

ces cartons que se trouvaient deux
exemplaires de *Cahier d'un retour au
pays natal*. Alors qu'avec mes frères
mauritaniens, j'attendais Monsieur le
Maire à la Mairie de BOGUE, un
groupe de jeunes étaient présents
également. Ils venaient pour
demander l'autorisation d'avoir une
salle pour jouer leur pièce de fin
d'année *Cahier d'un retour au pays
Natal*. Quand Monsieur l'Adjoint au
Maire nous reçut, avec beaucoup de
retard dont il s'est excusé, nous avons
convenu d'être reçus tous ensembles.

Grand bien nous en a fait. Non seulement les jeunes n'avaient pas de salles pour répéter mais surtout ils n'avaient pas assez d'exemplaires du livre pour répéter chacun. C'est alors que je leur fis part que j'avais deux exemplaires de la fameuse œuvre et que je le leur offrais. Nous sommes allés en ville pour faire des photocopies de l'œuvre.

J'ai donc assisté aux premières répétitions du *Cahier d'un retour au pays natal*. Bien que balbutiante au départ, j'ai vu la construction théâtrale. Et là j'ai vu Césaire l'Africain. J'ai vu ce Vieux Nègre, comme on dit chez nous aux Antilles. J'ai imaginé son sourire et ses yeux espiègles, brillants de cette intelligence divine et discrète, et j'ai imaginé sa joie de se voir et de

s'entendre jouer par de jeunes Nègres qui lui donnaient par leurs voix, leurs corps, leurs esprits l'occasion d'être avec moi, sur cette terre africaine que nous chérissons tous les deux. La pièce fut jouée alors que j'étais de retour en France, mais Césaire en aurait été fier. J'avais également remis aux jeunes un drapeau guadeloupéen, représentant un homme noir, soufflant dans la corne de Lambi qui, chez nous, représente le signal de la révolte et de la liberté. Ce drapeau figurait dans le décor de la pièce dont j'ai vu la représentation en vidéo.

C'est cela que je voulais dire aujourd'hui. C'est ce Césaire-là, celui qui a toujours refusé le colonialisme, le racisme, et les honneurs de la patrie qui se dit pourtant des droits

universels de l'homme. Celui qui ne s'est pas rabaissé pour un siège académique à qui je rends hommage aujourd'hui. C'est ce Césaire que j'honorerais tous les jours, à chaque pas, à chaque instant de ma modeste vie. C'est ce Césaire que j'ai eu plaisir à lire et partager en Afrique. C'est ce Césaire, digne descendant du nègre esclavagisé Romain CESAIRE qui en 1830 fut condamné à mort pour révolte et pendu par la justice de ceux qui se croyaient ces maîtres. Je dis qui se croyaient ses maîtres car l'histoire nous montre, que dans les mêmes veines coule le même sang. Celui de la révolte. Et cela, personne ne pourra l'en empêcher.

Mariam SERI SIDIBE

AGENDA

PLANÈTE MÉTISSE : TO MIX OR NOT TO MIX

18 mars 2008 - 19 juillet 2009 au musée du quai Branly à Paris : Métissages, colonisation, mondialisation, « choc des civilisations »... Pour plus d'infos : <http://www.quaibrarly.fr/fr/programmation/expositions/a-l-affiche/planete-metisse-to-mix-or-not-to-mix/index.html>

AFRIQUE[S]

CONCERTS, DANSE, COLLOQUE. Du 24 juin au 12 juillet 2008 à la Grande Halle de la Villette. Un rendez-vous exceptionnel pour explorer les liens artistiques entre l'Afrique et L'Europe. Avec Moïse Touré et Jean-Claude Gallota , Kettly Noël et Dieudonné Niangouna, Heddy Maalem, Mory Kanté, Salif Keita, Didier Awadi... 2147 est la date à laquelle un rapport récent de l'O.N.U situe le moment où la pauvreté en Afrique pourrait commencer à « diminuer de moitié ». C'est le point de départ qui préside à ce rendez-vous exceptionnel où durant trois semaines il sera question du devenir de cet immense et complexe continent.

Pour plus d'infos : http://www.villette.com/fr/spectacles/afriques_danse_musique_colloque.html

17EME UNIVERSITE D'ETE DE LA LCR

Du 22 au 27 août à Port Leucate - L'université d'été, c'est plus de seize débats par jour qui permettent à toutes et tous de se former, s'informer, de débattre sur des sujets très variés où chacun-e puise au gré de ses envies : questions internationales (Amérique latine, Moyen-Orient, Palestine) ; situation politique en France après un an de sarkozysme ; questions sociales (contrat de travail, retraites, syndicalisme...) ; écologie ; culture ; droits des femmes ; des gays et lesbiennes... Sur les questions africaines un débat sur les « Accords de partenariat économique (APE) et les mouvements de résistances démocratiques et populaires en Afrique », sera organisé avec des intervenant-e-s de différents pays du continent. La formation n'est pas négligée : comment écrire un tract, pourquoi se syndiquer... Et pour les plus accros, quelques fondamentaux : lecture de Marx, débats sur les classes sociales et l'exploitation capitaliste... Tout cela dans un cadre sympathique et détendu, avec chorale, soirées festives ou culturelles (cinéma) ou ... à la plage et à la discothèque. Ce sera une « université » militante et populaire, l'occasion de faire le point ensemble sur la construction du parti, et de prendre le temps et un peu de hauteur pour y réfléchir, à la lumière des expériences passées et présentes du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire.

Pour plus d'infos : <http://www.lcr-rouge.org/spip.php?article1377>



Pour nous contacter : mel : afriquesenlutte@yahoo.fr ; site : <http://afriquesenlutte.blogspot.com/>

LCR : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Tél.: 01 49 28 52 99 — site web: <http://www.lcr-rouge.org>, lcr@lcr-rouge.org.